



Au service
des peuples
et des nations

PROJET *TAMKEEN* POUR LA PROMOTION DE LA CITOYENNETÉ, LE RENFORCEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE



Rapport final 2016 - 2019

RÉALISÉ AVEC L'APPUI DE

تم تنفيذ هذا النشاط بدعم من



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



Table des matières

Présentation du projet	3
Brève description du projet	4
Liste des acronymes	5
I- Résumé exécutif	6
II- Résultats détaillés	8
❖ Output 2.1 : Les capacités de construction du consensus sont renforcées dans le cadre d'une stratégie de prévention de la violence	8
2.1.1 Formation et mise en réseau des leaders locaux de la société civile et des médias, sur les techniques de dialogue et de construction du consensus	12
2.1.2 Élaboration et dissémination d'une Charte nationale contre la violence et de principes communs pour la prévention de la violence : un plan d'action pour l'élaboration de la charte est mis en place de manière participative.	15
2.1.3 Les capacités de la société civile en matière d'exécution des projets, de communication et de renforcement de la cohésion sociale sont renforcées	16
Forum national de la société civile	17
2. 1.4 Organisation de rencontres entre les membres du Réseau Tunisien pour la Cohésion Sociale (RTCS) et les administrations locales afin de promouvoir le réseau et son utilité auprès d'elles	17
2.1.5. Formations des membres du RTCS sur la prévention, gestion et résolution des conflits	18
2.1.6 Formation de médiateurs et conciliateurs locaux :	20
2.1.7. Formation et mise en réseau des responsables des jeunes et des femmes des partis politiques à la médiation et à la facilitation.	21
2.1.8. Documentation des résultats, défis et leçons apprises	22
2.1.9. Élaboration et dissémination d'un manuel sur les techniques de médiation et de facilitation du dialogue.	23
❖ Output 2.2 Les initiatives de la société civile en matière de prévention de la violence et de promotion du dialogue sont appuyées.....	27
2.2.1. Appui aux initiatives de la société civile pour la promotion du dialogue, la lutte contre la violence et la cohésion sociale	28
2.2.2. Organisation d'une campagne de sensibilisation des jeunes sur la lutte contre la violence en partenariat avec les OSC	31
IV- Leçons apprises et défis de mise en œuvre	33
V- Suivi-évaluation	34
VI- Evidences	34
VII- Rapport financier	Error! Bookmark not defined.
VIII- Signatures	38
IX - Annexes	38

Présentation du projet

Titre du projet :	TAMKEEN Pour la promotion de la citoyenneté, le renforcement de la cohésion sociale et de la société civile
Articulation avec les objectifs de développement durable (ODDs) :	ODD 16 : Paix, justice, institutions efficaces
Effets et produits attendus du plan stratégique global du PNUD 2018-2021 :	<p>Outcome 3: Build resilience to shocks and crises Signature solution 3: Enhance national prevention and recovery capacities for resilient societies</p> <p>3.2.1. National capacities strengthened for reintegration, reconciliation, peaceful management of conflict and prevention of violent extremism in response to national policies and priorities</p> <p>3.2.2 National and local systems enabled and communities empowered to ensure the restoration of justice institutions, redress mechanisms and community security</p> <p>3.4.1 innovative nature based, and gender responsive solutions developed, financed and applied for sustainable recovery</p> <p>3.6.1 women's leadership and participation ensured in crisis prevention and recovery planning and action</p>
Effets et produits attendus du programme pays 2015-2020 :	<p>Outcome UNDAF/CPD #1 : D'ici à 2019, les institutions civiles, politiques et administratives sont pleinement opérationnelles, dans le respect des principes universels des droits de l'Homme, de démocratie et d'égalité de genre.</p> <p>Produit CPD 1.2 : La participation citoyenne et les capacités des institutions et des contre-pouvoirs sont renforcés, permettant une meilleure reddition des comptes aux populations.</p> <p>Produits CPAP :</p> <p>Produit 1.2.4 : Un cadre de concertation et d'autorégulation de la société civile est mis en place et facilite sa participation au dialogue sur les priorités de développement dans les régions cibles.</p> <p>Produit 1.2.5 : Les capacités des acteurs de la société civile dans les zones cibles sont renforcées en vue de leur professionnalisation.</p>
Effets attendus du projet :	<p>1. La cohésion sociale est renforcée par le biais de la promotion du dialogue.</p> <p>2. La société civile est renforcée pour se professionnaliser.</p>
Partenaires nationaux	Ministère du développement et de la coopération internationale Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
Partenaires d'exécution :	Organisations de la société civile
Parties responsables :	Programme des Nations Unies pour le Développement

Date de Début	Janvier 2016
Date de Fin	Décembre 2019
Contribution	Budget total : 2 367 934 USD Dont : 2 023 510 USD financé par le Gouvernement de la norvège 194 388 USD financé par la Cooperation Suisse 156 571,980 USD fonds propres du PNUD (fonds TRAC)

Brève description du projet

Pour appuyer la consolidation des réformes et la gouvernance démocratique en Tunisie, le PNUD a signé un accord de partenariat avec le Royaume de Norvège pour la période 2015-2018. La mise en œuvre effective du projet s'est déroulée entre de 2016 à 2019.

Afin de promouvoir une consolidation démocratique pérenne, pacifique et inclusive, le projet a pour stratégie de renforcer l'immunité et la résilience de la société face aux risques d'irruption de la violence, par l'impulsion d'une capacité nationale de gestion et de prévention des conflits.

Cette stratégie est passé par le renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de facilitation du dialogue et de construction du consensus, mais aussi par la promotion et la dissémination auprès du public cible des principes communs pour la prévention de la violence. Cette intervention a été complétée par l'appui technique et financier aux initiatives associatives visant le renforcement de la cohésion sociale, la prévention de l'exclusion et de l'extrémisme violent.

Liste des acronymes

CMU	Centres de Médiation Universitaire
CNLT	Commission Nationale de lutte contre le Terrorisme
EV	Extrémisme violent
KAICIID	King Abdullah bin Abdelaziz international centre for interreligious and intercultural dialogue
MESRS	Ministère de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique
MERSC	Ministère en charge des relations avec la société civile
ODD	Objectifs de développement durable
OSC	Organisations de la société civile
OTCS	Organisation tunisienne pour la cohésion sociale
PNUD	Programme des Nations unies pour le Développement
PEV	Prévention de l'extrémisme violent
RTCS	Réseau Tunisien pour la Cohésion Sociale
SNU	Système des Nations Unies
UNDAF	Plan cadre des Nations unies pour l'aide au développement

I- Résumé exécutif

Le projet a été mis en œuvre conformément au document de projet et aux différents PTA. Les résultats escomptés ont été atteints et documentés.

Certains ajustements ont été apportés au chronogramme afin de s'adapter au calendrier politique national, notamment, les élections locales qui avaient connu un retard et n'ont pu être concrétisées qu'en 2018, ainsi que des élections législatives et présidentielles anticipées à la suite du décès de président de la république en 2019.

Le projet a permis d'atteindre les résultats suivants :

La résilience de la société est renforcée grâce au développement des capacités endogènes des acteurs stratégiques en matière de prévention de la violence politique et de l'EV et en matière de promotion du dialogue et de gestion des conflits sont renforcées :

- **100** leaders locaux de la société civile et des médias des différentes régions du pays (dont plus de **30** femmes) ont été formés sur les techniques de facilitation du dialogue et de construction du consensus en vue de la prévention de la violence politique et de l'extrémisme violent.
- **85** femmes vivant en milieu rural ont été accompagnées et leurs capacités renforcées en matière de Prévention de l'extrémisme violent (PEV) et facilitation du dialogue.
- **60** femmes leaders sélectionnées parmi les bénéficiaires des initiatives de la société civile appuyées par le projet dans les gouvernorats de Bizerte, Jendouba, Kairouan, Médenine et Tataouine ont été mises en réseau et leurs capacités de dialogue avec les jeunes renforcées.
- **08** acteurs.ices stratégiques dont **03** femmes représentant le Ministère des Affaires religieuses, le Ministère de l'éducation, le Ministère en charge des relations avec la société civile, la Commission nationale de lutte contre le terrorisme, l'Université Zitouna des études théologiques, la Mosquée de la Zitouna, ainsi que l'Organisation Tunisienne pour la Cohésion Sociale, bénéficient d'une mise en réseau et d'une exploration des expériences comparées en matière de politiques publiques de PEV dans le cadre de deux missions *d'échange au Maroc et en Mauritanie*.
- **31** responsables, dont **14** femmes, chargé.es des commissions des jeunes et des femmes au sein des partis politiques représentés à l'ARP sont mis.es en réseau et formés à la facilitation du dialogue politique et à la médiation.
- **944** facilitateurs locaux du dialogue et **55** formateurs en facilitations sont formés et intégrés au réseau national des facilitateurs locaux
- L'Organisation Tunisienne pour la cohésion sociale est créée, les capacités de ses membres en matière de formation, facilitation du dialogue et PEV sont renforcées, son réseau de partenaires élargi, un appui institutionnel lui est fourni, un accompagnement lui est assurée en matière de planification stratégique et programmatique et de mobilisation de fonds, elle est dotée d'un site web, d'outil de planification, d'organisation et de suivi-évaluation (un plan d'action et d'une vision stratégique 2018-2020, une matrice de résultats pour le suivi du plan d'action, un organigramme fonctionnel, un plan de mobilisation des ressources pour la mise-en-œuvre des activités sur la période 2018-2020, une cartographie des partenaires.

- Un répertoire des facilitateurs locaux est mis en place et accessible en ligne sur le site de l'OTCS. www.otcs.tn
- **47** jeunes dont 26% de femmes parmi les blogueurs, les acteurs des réseaux sociaux et de la société civile, les jeunes oulémas et imams, issus des cinq pays du Grand Maghreb, sont formé.es à l'usage des réseaux sociaux comme espace de dialogue, en partenariat avec KAICIID. Parmi lesquel.les, **14** formateurs et formatrices sont sélectionné.es et formé.es afin de disséminer les techniques et les compétences développées.
- **26** jeunes de Djerba (dont **23** jeunes femmes) sont sensibilisé.es à l'ODD16 et impliqué.es dans la conception de solutions locales contribuant à le consacrer lors d'un camp pour la promotion des ODD organisé en collaboration avec le HCDH.

Des produits de connaissances et de documentations sont élaborés et disséminés auprès de la société civile :

- Une Charte de la société civile pour la prévention de la violence est élaborée de manière participative et endossée par les OSC partenaires
- Un Guide de partenariat avec la société civile, un Guide simplifié de facilitation du dialogue pour la gestion des conflits (trilingue), un Guide pratique de facilitation du dialogue communautaire pour la prévention de l'extrémisme violent sont édités et disséminés auprès des acteurs de la société civile.
- La compréhension du phénomène extrémiste violent en Tunisie est améliorée par l'élaboration d'une étude et cartographie des potentialités de résilience communautaire face à l'EV ainsi qu'une étude empirique sur l'EV vu et appréhendé par les jeunes.
- Un recueil de bonnes pratiques et de leçons apprises des initiatives de la société civile pour la promotion de la contribution des femmes à la PEV en milieu rural est élaboré
- L'expérience du Dialogue National dans le contexte de la transition démocratique en Tunisie est documentée

L'approche de prévention de la violence et renforcement de la cohésion sociale par la promotion du dialogue est mise à l'échelle et endossée par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique :

- Un partenariat avec le MESRS est signé pour la mise en œuvre d'un projet de renforcement de la cohésion sociale dans l'espace universitaire, le MESRS est appuyé dans la conception d'une vision stratégique « L'université espace de dialogue et de cohésion », une stratégie de mobilisation de ressources pour le projet est mise en place, **94** acteurs du milieu universitaire sont impliqués dans le diagnostic des dynamiques de conflits dans l'espace universitaire ont été organisés. Un concept de centre de médiation universitaire CMU est développé et mis en place. **38** futur.es membres des CMU dont 55% de femmes sont formé.es à la médiation et l'analyse des conflits et **31** membres (dont 17 femmes) de ce même public formé aux techniques de communication. Les **13** président.es des universités publiques tunisiennes sont formées aux techniques de communication et de prise de parole en public.

Les initiatives locales de la société civile sont appuyées et leurs visibilitées promues :

- **60** initiatives locales de la société civile, visant le renforcement de la cohésion sociale et la PEV, sont appuyées financièrement et techniquement.

- **615** jeunes et **32** OSC sont impliqués et mobilisés dans le cadre d'une campagne nationale de prévention de la violence
- **50** organisations nationales, internationales et de la société civile et plus de **200** personnes participent au Forum de la société civile

Les dépenses cumulées à la clôture du projet s'élèvent à 2 365 639,96 USD.

II- Résultats détaillés

- ❖ **Output 2.1 : Les capacités de construction du consensus sont renforcées dans le cadre d'une stratégie de prévention de la violence**

Indicateurs	Données de référence	Résultats à la date du rapport
<p>2.1.1 # d'acteurs stratégiques (politiques, civils, bloggeurs, femmes, leaders locaux, leaders religieux, médiateurs locaux, etc.) formés en matière de facilitation du dialogue et de construction du consensus pour la prévention de la violence politique et de l'extrémisme violent</p> <p>Des approches et des mécanismes de prévention et de règlement des tensions sont mis en place dans le cadre d'une gestion concertée de l'espace universitaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une vision stratégique pour le renforcement de la cohésion dans l'espace universitaire matérialisée par un plan d'actions ainsi que par un concept de médiation formalisé par un projet de texte réglementaire et une charte - Existence d'un plan de renforcement des capacités en facilitation du dialogue et construction du consensus pour les acteurs de l'espace universitaire <p># du personnel des universités (présidents des universités, doyens, chefs de départements, représentants des étudiants et du personnel administratif, etc.) sont formés aux techniques de facilitation du dialogue et de construction du consensus.</p>	<p>2.1.1 Un premier noyau de facilitateurs locaux du dialogue constitué à partir de 2013 existe</p> <p>Les acteurs de la société civile ont une maîtrise limitée des dynamiques des conflits et des modes alternatifs de gestion des conflits</p> <p>La société civile n'est pas suffisamment engagée par des actions concrètes au niveau local dans la prévention de la violence et le renforcement de la cohésion sociale, les femmes rurales ont un potentiel important dans la prévention de l'extrémisme violent</p> <p>1598 acteurs stratégiques formés en matière de facilitation du dialogue et de construction du consensus</p>	<p>2.1.1</p> <p>100 leaders locaux de la société civile et des médias des différentes régions du pays (dont plus de 30 femmes) formés aux techniques de facilitation du dialogue et de construction du consensus en vue de la prévention de la violence politique et de l'extrémisme violent</p> <p>85 femmes leaders vivant en milieu rural formées en matière de prévention de l'extrémisme violent</p> <p>8 acteurs institutionnel mis en contact et formés aux expériences comparées en matière de PEV</p> <p>47 jeunes acteurs des réseaux sociaux et des media (26% femmes) formés à l'usage des réseaux sociaux comme espace de dialogue</p> <p>14 formateurs formés à l'usage des réseaux sociaux comme espace de dialogue</p> <p>944 facilitateurs locaux du dialogue formés</p> <p>55 formateurs en facilitation du dialogue formés</p> <p>31 représentants du personnel politique 14 femmes formés</p> <p>94 acteurs du milieu universitaires (35 femmes) impliqués dans le diagnostic des dynamiques de conflit dans l'espace universitaire</p> <p>83 futurs membres des Centres médiation universitaire formés à l'analyse des conflits et à la médiation</p> <p>Un concept de médiation universitaire est élaboré et formalisé par un projet de texte réglementaire</p> <p>Un plan de renforcement de capacité des membres des CMU est élaboré</p>

Indicateurs	Données de référence	Résultats à la date du rapport
<p>2.1.2 Charte de l'engagement de la société civile pour la cohésion sociale</p> <p>2.1.3 Réseau National pour la Cohésion sociale en place et opérationnel</p> <p>2.1.4 Produits de connaissances (études et analyses)</p> <p>2.1.5 # de Coopérations sud-sud et triangulaires pour la prévention de la violence et le renforcement de la cohésion sociale</p>	<p>2.1.2 Inexistence d'une charte de l'engagement de la société civile pour la cohésion sociale</p> <p>2.1.3 Inexistence d'un Réseau National pour la Cohésion sociale , Un premier noyau de facilitateurs locaux du dialogue constitué à partir de 2013 existe L'intervention des acteurs de la SC en matière de facilitation du dialogue et renforcement de la cohésion sociale n'est pas coordonnée</p> <p>2.1.4 (0) Produits de connaissances (études et analyses) sur la thématique de la PVE et du dialogue</p> <p>2.1.5 (0) initiative de Coopérations sud-sud et triangulaires pour la prévention de</p>	<p>2.1.2 Une charte de l'engagement de la société civile pour la cohésion sociale est élaborée de manière participative et endossée par 42 OSC partenaires Une vision stratégique pour le renforcement de la cohésion sociale dans l'espace universitaire est élaborée et endossée par le MESRS et les 13 universités</p> <p>2.1.3 L'Organisation tunisienne de la cohésion sociale existe et est opérationnelle ; elle a bénéficié d'un appui institutionnel et les capacités de ses membres est renforcée. Elle a été appuyée dans l'élaboration de sa vision stratégique pour la période 2018-2020. Le site internet de l'OTCS mis en place.</p> <p>2.1.4 (6) Produits de connaissances : Versions arabe, française et anglaise du guide simplifié des techniques de dialogue et de construction de consensus ; Guide de partenariat avec la société civile ; Guide pratique de facilitation du dialogue communautaire pour la PEV, Etude de Documentation de l'expérience du Dialogue National dans le contexte de la transition démocratique en Tunisie</p> <p>2.1.5 (2) initiatives de Coopérations sud-sud et triangulaires pour la prévention de la violence et le renforcement de la cohésion sociale entre le MERSC, l'OTCS, la CNLT et la rabita</p>

Indicateurs	Données de référence	Résultats à la date du rapport
<p>2.1.6 Disponibilité de données qualitatives sur les potentialités de résilience des communautés face à l'EV</p> <p>2.1.7 Le nombre de réseau de facilitateurs locaux mis en place</p>	<p>la violence et le renforcement de la cohésion sociale</p> <p>(0) Ressources disponibles avec des données qualitatives sur les potentialités de résiliences</p> <p>(0) Réseaux de facilitateurs locaux en place</p>	<p>Mohammadya des Oulémas du Maroc et le ministère de l'enseignement originel en Mauritanie</p> <p>2.1.6 (3) ressources disponibles (cartographie générale des potentialités de résilience à l'extrémisme violent dans le contexte tunisien, un rapport avec un focus perception des jeunes et un rapport avec un focus femmes rurales)</p> <p>2.1.7 (2) réseaux de facilitateurs locaux et de femmes leaders en milieu rural mis en place</p>

2.1.1 Formation et mise en réseau des leaders locaux de la société civile et des médias, sur les techniques de dialogue et de construction du consensus

Le projet a permis de **renforcer les capacités de plus de 100 leaders locaux de la société civile et des médias des différentes régions du pays (dont plus de 30 femmes) sur les techniques de facilitation du dialogue et de construction du consensus en vue de la prévention de la violence politique et de l'extrémisme violent**. Ces leaders ont été sélectionnés parmi les *personnes consensuelles, respectées et reconnues* dans leur communauté, actives dans la société civile et les médias (notamment communautaires). Ils témoignent d'un fort ancrage local et d'une vocation en matière de prévention des violences politiques. La sélection a également été effectuée en tenant compte de *l'équilibre du genre* et les leaders locaux ont été choisis parmi les membres actifs des *OSC locales, les imams, les journalistes, éducateurs spécialisés, et personnels des médias* (bloggeurs, animateurs radio, reporter, etc..).

Le renforcement des capacités de ces leaders locaux s'est fait par le biais d'un cycle d'ateliers de formation et de mise en réseau. Ces ateliers ont renforcé les capacités de ces acteurs à *jouer un rôle proactif dans la prévention des violences politiques et de l'extrémisme violent*, à travers la *promotion et la facilitation du dialogue et la mise en œuvre de synergies locales pour le renforcement de la cohésion sociale*. La mise en réseau de ces leaders concourra à l'impulsion de dynamiques visant le renforcement de la résilience des communautés locales face aux risques d'irruption des violences politiques et de l'extrémisme violent.

Les acteurs identifiés proviennent des quatre régions stratégiques suivantes :

- Le Nord et le littoral : Tunis, Sousse, Monastir ;
- Le Nord-Ouest : Beja, Jendouba, Kef ;
- Le Centre : Kairouan, Sidi Bouzid, Gafsa ;
- Le Sud-Est : Médenine, Tataouine.

L'appui du projet a, de même, permis de **renforcer les capacités de 85 femmes leaders vivant en milieu rural en matière de prévention de l'extrémisme violent**. Ces femmes ont été identifiées sur la base de leur fort ancrage local et sont considérées comme des personnes ressources dans leur communauté. Elles ont des profils variés avec une dominante agricole et paysanne (agricultrices ou main d'œuvre agricole). Certaines d'entre elles sont fonctionnaires, artisanes, femmes de ménage, à la tête de petits projets, commerçantes ou femmes au foyer. Plusieurs d'entre-elles sont actives dans le cadre d'OSC de femmes rurales.

Le renforcement des capacités de ces femmes s'est fait par le biais d'un cycle de cercles de débat ayant pour thème le « dialogue comme vecteur de prévention de l'extrémisme violent ». Ces ateliers ont permis de sensibiliser les participantes aux enjeux de la prévention de l'extrémisme violent et au rôle qu'elles sont susceptibles de jouer dans leur communauté. L'atelier a permis aux femmes concernées d'être initiées aux techniques de facilitation du dialogue et de construction du consensus, ce qui consolidera leur rôle dans la prévention de l'extrémisme violent dans leur communauté.



Un des ateliers de mise en réseau et formation de 100 leaders locaux sur les techniques de facilitation du dialogue et de construction du consensus



Mise en réseau et formation en matière de prévention de l'extrémisme violent de 43 femmes rurales.

- Réseautage et pérennisation de l'action : Le réseau des femmes leaders



Un réseautage des femmes engagées auprès de leur communauté pour la PEV a été initié. A ce titre 60 femmes leaders sélectionnées parmi les bénéficiaires des initiatives de la société civile appuyées par le projet dans les gouvernorats de Bizerte, Jendouba, Kairouan, Médenine et Tataouine ont été mises en réseau.

Une réflexion collective sur les voies et moyens leur permettant de mutualiser leurs moyens au service de la cohésion a ainsi pu être engagée. Les femmes leaders ont dégagé un projet de réseau informel facilitant leur communication. L'objectif de ce réseautage est de sortir ces actrices de leur isolement social et géographique et de les impliquer concrètement dans l'action citoyenne et de développement

Le projet a aussi œuvré au renforcement des capacités des acteurs stratégiques dont l'intervention en matière de renforcement de la cohésion sociale et de prévention de la violence et de PEV est particulièrement importante. Ainsi, les **compétences de huit (8) acteurs stratégiques** représentant le Ministère des Affaires religieuses, la Commission nationale de lutte contre le terrorisme, l'Université de la Zitouna, la Mosquée de la Zitouna, le Ministère en charge des relations avec la société civile, le Ministère de l'Education ainsi que l'Organisation Tunisienne pour la Cohésion Sociale ont **été renforcées lors de deux missions d'exploration et d'échange d'expériences en matière de PEV au Maroc et en Mauritanie.**



Ces missions ont permis de *développer les connaissances des partenaires tunisiens y participant à travers l'examen et l'étude de cas concrets matérialisés par les expériences empiriques d'institutions et de pays ayant déjà fait leur preuve dans le domaine de la PEV.* Les missions ont également été l'occasion d'éclairer l'intervention des acteurs tunisiens, nouvellement engagés sur cette thématique, par la capitalisation sur la connaissance acquise dans les deux pays sus-cités et le transfert de compétences. Par ailleurs, la connaissance de

ces expériences a enrichi la réflexion en cours en Tunisie pour le développement d'une stratégie de la société civile pour la PEV. Par ailleurs, compte tenu du caractère transnational du phénomène de l'extrémisme violent et de la similarité des défis auxquels la société civile de la région fait face dans son engagement pour la prévention de ce fléau, les acteurs de la société civile tunisienne ont pu établir des contacts avec les intervenants analogues dans les pays voisins et d'explorer les perspectives de coopération en ce sens

L'action du projet a aussi **permis de former, en partenariat avec KAICIID, à l'usage des réseaux sociaux comme espace de dialogue quarante-sept (47) personnes (dont 26% de femmes) engagées dans la promotion du dialogue** parmi les blogueurs, les acteurs des réseaux sociaux et de la société civile, les jeunes oulémas et imams qui utilisent les réseaux sociaux dans les cinq pays du Maghreb (28 Tunisiens, 6 Mauritaniens, 5 Marocains, 4 Algériens et 4 Libyens). Plus précisément, les personnes citées en sus ont pu acquérir de nouvelles compétences sur la manière de concevoir des messages efficaces



concernant l'acceptation de l'autre, la compréhension mutuelle et la lutte contre la violence au nom de la religion.

Parmi les 47 participants à la formation susmentionnée, **14 profils ont été identifiés comme présentant les dispositions nécessaires pour devenir eux-mêmes des formateurs qui pourront à leur tour diffuser les valeurs promues et les compétences développées par l'atelier.** Les capacités de ces 14 futurs formateurs (6 tunisiens et 2 de chaque pays du Maghreb) ont été renforcées sur l'usage des réseaux sociaux pour la promotion du dialogue

L'appui du projet a également permis de sensibiliser à l'ODD 16, **26 jeunes de Djerba (dont 23 jeunes femmes)** lors d'un camp pour la promotion des ODD organisé en collaboration avec le HCDH. Ce camp a été organisé dans le cadre de l'initiative des SDG camps du SNU Tunisie, la mise en œuvre du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2015 ainsi que la célébration du UN Day. Ce camp a permis d'identifier les difficultés rencontrées par les membres des OSC à Djerba (absence de communication, manque de transparence et de bonne gouvernance, accès à l'emploi, racisme, régionalisme). Également, cinq projets ont été conçus et présentés par les jeunes.



L'ODD Camp organisé à Djerba a réuni 26 jeunes originaires de la région.

2.1.2 Élaboration et dissémination d'une Charte nationale contre la violence et de principes communs pour la prévention de la violence : un plan d'action pour l'élaboration de la charte est mis en place de manière participative.

Le mode préconisé pour l'élaboration de la charte est participatif, et a impliqué de manière active les OSC dans toutes les phases du processus, depuis la formulation du contenu jusqu'à sa dissémination, afin de garantir son appropriation et l'adhésion la plus large. Ce processus a été lancé le 13 décembre 2016 dans le cadre d'un atelier réunissant les représentants de 18 associations partenaires issues des gouvernorats de Médenine et Tataouine. Il s'est prolongé par la suite et a permis à la Charte de prendre la forme d'un pacte lors d'un atelier à Hammamet avec les 42 OSC travaillant sur la



promotion de la cohésion sociale. A l'issue des discussions, il y a eu adoption du pacte de la société civile pour la prévention de la violence. Toutes les associations partenaires du projet ont signé la charte et ont endossé ses engagements dans l'ensemble de leur intervention.

Les 5 engagements de la Charte de la société civile pour la prévention de la violence

- Impulser une réflexion interne aux associations pour comprendre le phénomène de la violence extrême, ses causes, ses signes avant-coureurs, et les moyens de le prévenir.
- Sensibiliser les membres des associations sur l'importance de la promotion du dialogue.
- Engager une réflexion et promouvoir une logique de dialogue, grâce à l'organisation d'espaces de discussion et en impliquant des personnes aux avis variés. *(Ces rencontres doivent avoir lieu au moins deux fois par an.)*
- Développer et diffuser un discours alternatif de tolérance et de paix. L'approche doit être menée en termes positifs sans porter de jugement ou de regard critique.
- Produire un effet de cascade : diffuser et transmettre auprès d'autres OSC l'approche de promotion du dialogue pour la prévention de la violence, afin d'avoir un effet démultiplicateur.

2.1.3 Les capacités de la société civile en matière d'exécution des projets, de communication et de renforcement de la cohésion sociale sont renforcées

Guide de partenariat avec la société civile

Le soutien du projet a permis la publication d'un (01) guide de partenariat avec la société civile. Ce guide présente, d'une manière pratique et simplifiée, les procédures et règles applicables aux projets mis en œuvre par la société civile. Il constitue un outil permettant à la société civile d'optimiser l'exécution de leurs projets, en se conformant aux normes et procédures standards en matière de gestion de projets. Grâce à ce guide, les OSC désirant répondre aux appels à propositions lancés par le PNUD auront accès aux indications nécessaires sur les critères de sélection et sur les différentes étapes du processus allant de la contractualisation à l'exécution en passant par l'évaluation



Etude et cartographie des potentialités de résilience communautaire face à l'EV

Cette étude a été élaborée selon une approche innovante qui promeut la paix positive en explorant les atouts culturels, sociaux, économiques, communautaires et humains des territoires et qui peuvent être mobilisés et développés de manière à renforcer la résilience de la société face au risque de l'EV. Ainsi, cette étude préconise une démarche réaliste et productive qui permet de

concevoir et mettre en œuvre des interventions de prévention concrètes et ancrées dans le contexte local.

Forum national de la société civile



Ce Forum a eu lieu le 2 décembre 2017. Il a vu la participation de plus de 200 personnes issues de la société civile, du gouvernement, des médias, du système des Nations unies et d'autres organisations internationales. Il a permis notamment de :

- Accompagner la réflexion et le débat, entre les différentes parties prenantes, sur le rôle de la société civile en matière de renforcement de la cohésion sociale ;
- Encourager le développement de synergies entre les acteurs de la société civile et les représentants institutionnels, les partenaires techniques et financiers et les ONG internationales, etc. afin qu'ils puissent explorer les perspectives de coopération et de partenariat ;
- Valoriser et disséminer les approches et les résultats des actions conduites par les différents acteurs en matière de renforcement de la cohésion sociale.

En outre, le forum a permis de mener une réflexion autour de questions relatives au rôle de la société civile dans le renforcement de la cohésion sociale par l'organisation de :

- Cinq (5) ateliers de débats sur (i) Le rôle de la société civile dans la prévention de l'extrémisme violent, (ii) L'expérience pilote des Comités Locaux de Sécurité et leur rôle dans le renforcement de la cohésion sociale, (iii) Le rôle des femmes dans la promotion de la cohésion sociale, (iv) L'usage des réseaux sociaux pour la promotion du dialogue, et (v) Le rôle des jeunes dans la promotion de la cohésion sociale ;
- Deux (2) pièces de théâtre ;
- Six (6) courts métrages documentaires ;
- Cinq (5) sessions d'information ;
- Cinquante (50) stands d'expositions des organisations.

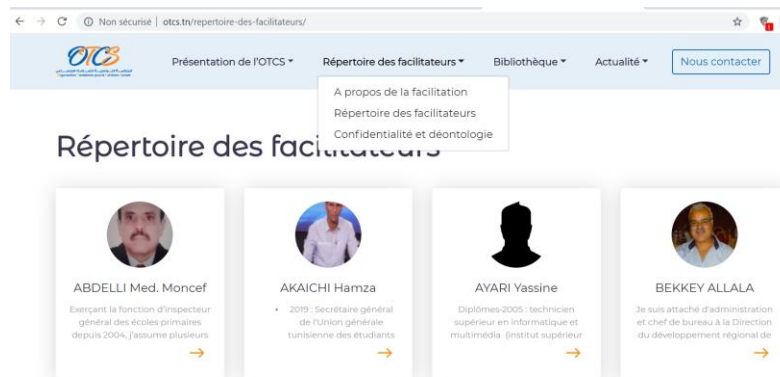


2. 1.4 Organisation de rencontres entre les membres du Réseau Tunisien pour la Cohésion Sociale (RTCS) et les administrations locales afin de promouvoir le réseau et son utilité auprès d'elles

Réseautage et pérennisation du réseau national des facilitateurs locaux : Le répertoire en ligne des facilitateurs locaux

Le projet a capitalisé sur la capacité nationale de facilitation du dialogue développée tout au long de sa mise en œuvre, pour constituer un répertoire national des facilitateurs locaux. Des thématiques prioritaires d'intervention ont été identifiées et discutées ainsi que les modalités de coopération avec les autorités locales. Un plan d'action du réseau de facilitateurs a pu ainsi être élaboré de manière participative.

En outre, un répertoire en ligne (contenant les fiches facilitateurs) a été initié afin de rendre accessible et mobilisable cette capacité par le grand public. Il est disponible sur le site de l'OTCS WWW.OTCS.TN



Répertoire en ligne des Facilitateurs locaux hébergé par le site de l'OTCS

2.1.5. Formations des membres du RTCS sur la prévention, gestion et résolution des conflits

Parmi les facilitateurs formés en facilitation du dialogue et construction du consensus, un noyau de 23 participants disposant des capacités requises pour disséminer les techniques de facilitation, a bénéficié de formations complémentaires, lui permettant d'accéder au statut de formateurs en matière de facilitation. Ces participants ont par la suite assuré les formations régionales.

Ces formateurs/facilitateurs ont mis sur pied, avec l'appui du PNUD, l'Organisation Tunisienne pour la Cohésion Sociale.

L'OTCS a pour objet :

- **La production, le diagnostic et l'analyse** des données relatives aux expériences de facilitation entreprises aux échelles : locale et nationale.
- **La formation et le renforcement des capacités** des acteurs de la société civile aux techniques de dialogue et



construction du consensus.

- **La veille et la prévention** à travers la mise en place d'un instrument de mesure de l'intensité des conflits permettant de surveiller et d'anticiper les risques potentiels. En outre, la labellisation de certaines OSC pouvant participer à la prévention de certains conflits constitue également un des mécanismes prévus par ce pôle de veille.
- **Le suivi et l'assistance** permettant d'évaluer les performances des facilitateurs, ainsi que l'actualisation régulière de la cartographie établie des conflits, en vue d'assurer la pertinence et la durabilité du réseau.

L'OTCS a pu se positionner dans le paysage associatif national comme une association spécialisée en matière de renforcement de la cohésion sociale et prévention des conflits, mettant l'expertise de ses membres au service des autres OSC en leur fournissant un accompagnement en matière de facilitation de dialogue et gestion des conflits. Elle a de même initié plusieurs projets communautaires dans les quartiers périurbains visant la prévention de la violence et l'inclusion des jeunes (www.otcs.org)

L'accompagnement de cette organisation s'insère dans le cadre de l'appui à la professionnalisation et à la spécialisation des OSC, nécessaires à leur positionnement comme intervenants et vis-à-vis légitimes sur les thématiques prioritaires et les sujet qui taraudent la société

Dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre des activités de l'OTCS, les efforts du projet ont permis d'élaborer la vision stratégique de l'OTCS pour la période 2018-2020. Cette vision stratégique a été élaborée dans un cadre participatif impliquant les membres du bureau exécutif de l'OTCS et ses adhérents. Six (6) supports techniques visant à opérationnaliser la vision 2018-2020 de l'OTCS ont également été élaborés. Ces documents traduisent les nouvelles orientations stratégiques de l'organisation et sont mis à la disposition de cette dernière dans le cadre de l'appui institutionnel apporté par le PNUD.

Les six supports techniques concernés sont les suivants :

- Document de vision stratégique de l'OTCS ;
- Un plan d'action opérationnalisant la vision stratégique 2018-2020 ;
- Une matrice de résultats pour le suivi du plan d'action ;
- Une note de présentation de l'organigramme fonctionnel de l'OTCS ;
- Un plan de mobilisation des ressources pour la mise-en-œuvre des activités de l'OTCS sur la période 2018-2020 ;
- Un mapping identifiant les partenaires potentiels de l'OTCS.

Le renforcement des capacités techniques de 18 membres de cette organisation a été assuré à travers une série de formations et de formations de formateurs portant sur la facilitation du dialogue, l'usage des réseaux sociaux pour la promotion de la paix ainsi que sur les règles et techniques de facilitation du dialogue pour la prévention de l'extrémisme violent.



Photo de groupe des membre de l'OTCS à la cloture de l'atelier de formation avancée en PEV

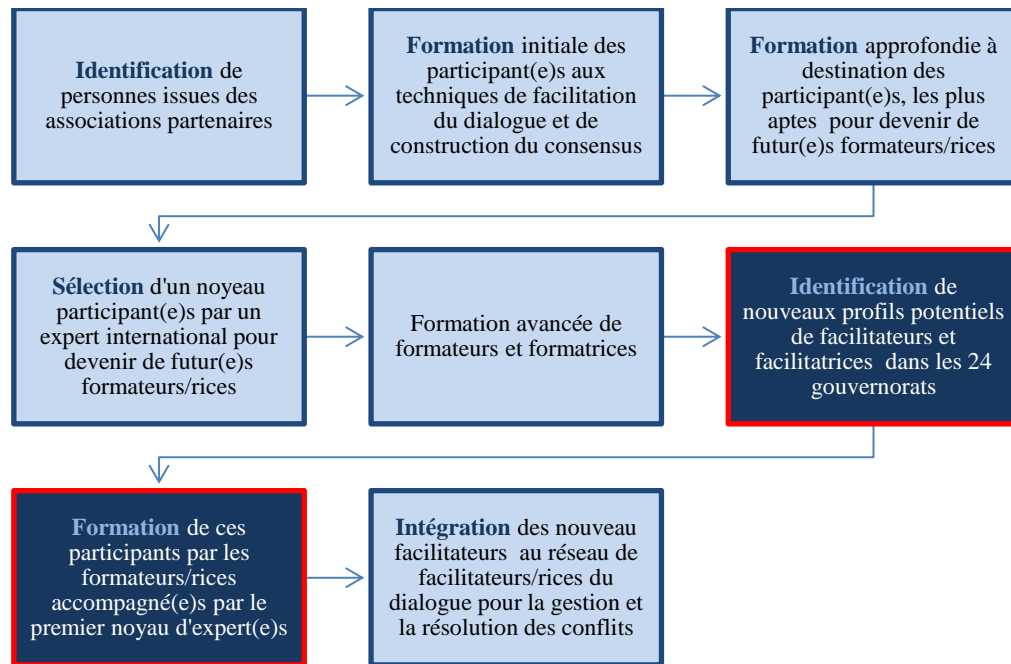
2.1.6 Formation de médiateurs et conciliateurs locaux :

L'approche préconisée par le projet en matière de renforcement de la cohésion sociale se fonde sur l'élan porté depuis 2012 par une société civile ancrée localement pour l'impulsion d'une capacité nationale de gestion des conflits et de facilitation du dialogue. Un réseau de facilitateurs locaux du dialogue a ainsi émergé. Il permet la consolidation de la résilience de la société face aux risques d'aggravation de la violence.



Le développement et l'enrichissement de cette capacité a été poursuivi avec une attention particulière accordée à la pérennisation des résultats et à l'autonomisation de ce réseau. A cette fin, le projet avait entrepris, d'une part, la formation de facilitateurs parmi les acteurs locaux qui jouissent d'une légitimité auprès de leur communauté et qui sont destinés à utiliser la facilitation du dialogue dans le cadre de leurs interventions (personnel politique, figures locales, media, jeunesse active, femmes leaders, représentants des autorités locales, Imams), d'autre part, la formation de formateurs qui consolident l'expertise nationale en la matière et permettent de perpétuer la diffusion des techniques de facilitation et l'élargissement du réseau de facilitateurs.

Au total, durant la période couverte par ce rapport, le projet a permis de former 55 formateurs en facilitation du dialogue et 944 facilitateurs locaux du dialogue.



Processus de formation des facilitateurs. trices du dialogue

2.1.7. Formation et mise en réseau des responsables des jeunes et des femmes des partis politiques à la médiation et à la facilitation.

Deux ateliers de mise en réseau et de formation en facilitation du dialogue et de construction du consensus, se sont tenus les 5 et 6 décembre 2016, à destination des responsables des jeunes, et les 8 et 9 décembre à destination des responsables des femmes auprès des partis politiques représentés à l'Assemblée des Représentants du Peuple.

Par la mise en place d'un cadre propice au dialogue, ces ateliers ont constitué une occasion d'échange et de communication entre les représentants des différents partis politiques tissant ainsi des liens interpersonnels permettant de faire la jonction entre les différentes formations politiques via un noyau informel de points focaux qui ont vocation à perpétuer et à entretenir les passerelles de communications entre leurs entités politiques respectives.



Ce travail de mise en réseau en plus de son impact immédiat de dynamisation des activités conjointes des partis politiques dans un paysage pluriel a permis de faire émerger auprès des acteurs politiques, et notamment les représentants des jeunes et des femmes, un noyau de responsables capables d'engager le dialogue et de consolider le consensus sur les enjeux de la transition en cours.

Au total 31 participants y ont pris part dont 14 femmes.



Atelier de formation à destination des responsables des sections jeunes dans les partis politiques

Liste des partis politiques représentés aux ateliers (partis présents à l'ARP)			
Parti Ennahdha	Mouvement du peuple	Parti Jomhouri	Moubadara
Parti Nidaa Tounes	Union Patriotique Libre	Parti Démocratique	Le courant
Machrouû Tounes	AFAK Tounes	Progressiste	démocratique
Front populaire	Sawt Al Fallahine	Tayar Mahaba	Mouvement du Harak

2.1.8. Documentation des résultats, défis et leçons apprises

Recueil de Bonnes pratiques et leçons apprises de la société civile

Ce recueil documente les initiatives de la société civile appuyées par le projet pour la promotion de la contribution des femmes au renforcement de la résilience communautaire face à l'Extrémisme violent. Il retrace les 20 projets entrepris par des OSC tunisiennes locales afin de renforcer la contribution des femmes vivant en milieu rural à la résilience de leurs communautés face à l'extrémisme violent.

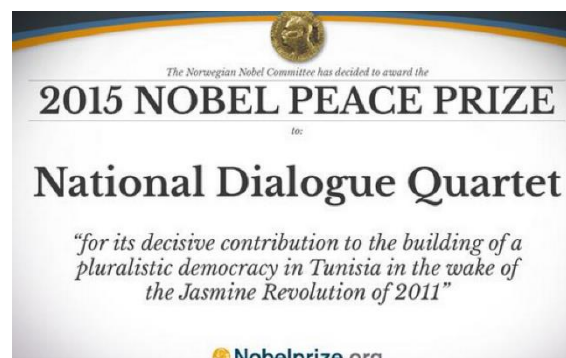
En suivant les différentes phases de mise en œuvre de ces initiatives pilotes Ce recueil vise à relever les bonnes pratiques et les leçons apprises pour ces OSC émergentes dans le traitement d'une thématique aussi sensible que la PEV auprès d'une population particulièrement spécifique à savoir les femmes vivant en milieu rural. L'objectif étant de générer une connaissance empirique utile et inspirante pour les acteurs du développement et la société civile plus généralement.



2019

Documentation de l'expérience du Dialogue National dans le contexte de la transition démocratique en Tunisie

Le projet a initié un travail d'analyse et de documentation du processus de dialogue national, entrepris à l'initiative de quatre organisations majeures de la société civile tunisienne afin de rétablir un consensus politique ayant permis de sauver la transition démocratique et de trouver une sortie à la crise qui avait failli faire sombrer le pays en 2013 dans le chaos. L'originalité de la démarche entreprise par ce dialogue avait valu à ses instigateurs le prix Nobel de la paix. A travers cette étude, l'objectif était de consigner les étapes de ce long processus et de les analyser afin d'en tirer les bons enseignements et les leçons apprises en matière de dialogue.



Etude sur l'engagement de la jeunesse dans la prévention de l'extrémisme violent

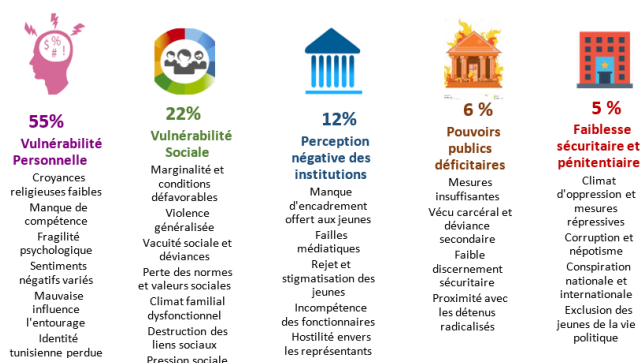
Cette étude vise à analyser le phénomène de l'extrémisme violent tel que perçu, vécu et expliqué par les jeunes tunisiens et, à travers leur rapport à ce phénomène particulier, rendre compte de leur situation générale dans le contexte actuel, ainsi que de leur rapport à l'Etat et à la société.

Cette étude capitalise sur les résultats produits par le dialogue inclusif qui a été engagé avec 640 jeunes depuis décembre 2016, dans le cadre de la campagne « La jeunesse s'engage pour la cohésion sociale ». Cette initiative, portée par un réseau d'organisations de la société civile (OSC), avait permis de tenir 32 cercles de débats dans 16 gouvernorats différents. Ces plateformes d'expression, de discussion, de réflexion et de récit d'expériences des jeunes avaient nourri de riches échanges et un premier travail de documentation avait été réalisé sous forme de comptes-rendus des cercles de dialogue organisés. Afin de consolider les données recueillies dans les comptes-rendus et les mettre à jour, un travail de synthèse et d'analyse de ces comptes rendus a été confiés à une experte en psychologie sociale afin de prendre en compte l'ensemble des apports pertinents exprimés pendant ces cercles de dialogue et de les restituer dans le cadre d'une étude exploitable.

L'EXTRÉMISME VIOLENT APPRÉHENDÉ PAR LES JEUNES :

Facteurs d'incitation prépondérants

1. Descriptif des facteurs d'incitation⁴⁵ dans le discours des jeunes



2.1.9. Élaboration et dissémination d'un manuel sur les techniques de médiation et de facilitation du dialogue.



Edition trilingue du guide pratique de facilitation du dialogue

Spécifiquement conçu au profit des acteurs de la société civile engagés activement auprès de leur communauté, le guide fournit des informations qualitatives portant sur les techniques et outils d'analyse et gestion des conflits. Il a en outre été alimenté à l'occasion de l'organisation, depuis 2013, de cycles de formations en techniques de facilitation du dialogue et de construction du consensus mobilisant des formateurs qualifiés et s'adressant aux acteurs de la société civile et au personnel politique,

Ce guide vise à fournir au public cible une ressource facile d'accès et complète sur la thématique. Il illustre, ainsi, cette approche de promotion du dialogue auprès des acteurs de la société civile afin que celle-ci puisse jouer un rôle actif dans la prévention de la violence et la gestion non violente des conflits.

Ce Guide apporte par conséquent un éclairage pratique et méthodologique sur les techniques de dialogue, comme mode alternatif de gestion des conflits, qui peuvent être employées par ces OSC, acteurs non institutionnels, et ce à plusieurs niveaux : diffuser la culture du dialogue, prévenir et désamorcer des conflits et contribuer à apaiser les tensions sociales via l'échange.

Guide pratique de la facilitation du dialogue communautaire pour la prévention de l'extrémisme violent destiné aux acteurs de la société civile engagés dans le renforcement de la cohésion sociale et la prévention de la violence a été produit.

Par ailleurs, les efforts du projet ont permis de produire un (01) guide pratique en facilitation du dialogue communautaire pour la PEV. Ce guide destiné aux acteurs de la société civile engagés dans le renforcement de la cohésion sociale et la prévention de la violence. Il vise à fournir un outil pratique, facile d'utilisation permettant aux acteurs de la société civile engagés dans la construction de la paix et la gestion des conflits d'affiner leurs compétences, d'enrichir leurs connaissances et de les mettre en pratique au service de la PEV. Ce guide est le deuxième outil pédagogique produite par le projet en matière de facilitation du dialogue après le guide simplifié de la facilitation du dialogue. Il comporte les règles relatives à l'usage du dialogue communautaire au service de la cohésion sociale. Il donne les orientations pratiques et spécifiques pour la facilitation du dialogue autour des questions liées à l'extrémisme violent.



Mise à l'échelle de la stratégie de prévention de la violence par la promotion du dialogue :

L'Université espace de dialogue et de cohésion



Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Slim Khalbous, et le Représentant Résident a.i. du PNUD, El Kébir M. Alaoui, ont signé, le 5 mars, le document de projet conjoint pour l'appui à la cohésion sociale au sein de l'espace universitaire

Le projet a été couronné par une importante ***mise à l'échelle*** de l'approche développée en matière de promotion de la culture du dialogue et des modes alternatifs de gestion de conflit : Un partenariat a été scellé avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique pour la mise en œuvre ***d'un nouveau projet portant sur « L'université espace de dialogue et de cohésion »***.

Le partenariat signé le 5 mars 2019 lors d'une cérémonie officielle s'étend sur trois ans et vise à renforcer la résilience de l'espace universitaire, afin d'en faire un espace apaisé propice à l'épanouissement des jeunes et à l'accomplissement de sa mission. Pour ce faire, le projet capitalise sur l'expertise développée tout au long de ce projet et qui se trouve désormais endossée et appropriée par le MESRS dans le cadre d'une ***vision ministérielle stratégique*** dont l'élaboration et la dissémination auprès des acteurs du monde universitaire a été appuyée.

Une stratégie de ***mobilisation de ressources*** a à ce titre été mise en place à travers des rencontres formelles dont un dîner et une cérémonie des bailleurs en présence des représentations diplomatiques et techniques des principaux bailleurs actifs en Tunisie.

Trois ateliers de ***diagnostic des dynamiques de conflits en l'espace universitaire*** ont été organisés. Ils s'inscrivent dans le cadre de l'analyse du contexte universitaire selon une approche sensible aux conflits et participative.



26-27 janvier	Diagnostic participatif sur les dynamiques de conflits dans l'espace universitaire	25 participants 44% femmes
25 – 26 mai	Atelier de réflexion sur les dynamiques de conflits dans l'espace universitaire	19 participants 8 femmes
06 septembre	Atelier de concertation sur les dynamiques de conflits et la mise en place de centre de médiation dans l'espace universitaire	50 participants 15 femmes

Un concept de centre de médiation universitaire a ainsi pu être développé et officiellement présenté aux acteurs de l'université ainsi qu'à la presse lors d'une cérémonie officielle.



Cérémonie de lancement des Centres de Médiation Universitaires

Le **renforcement de capacités des acteurs de l'espace universitaires** qui seront amenés à gérer les CMU a été initié. 38 futurs membres des CMU dont 55% de femmes ont reçu une première formation en médiation et analyse des conflits, une deuxième formation en techniques de communication a bénéficié à 31 participants (dont 17 femmes) de ce même public. Enfin, une troisième formation en techniques de communication et prise de parole en public a été dispensée aux 14 (dont 4 femmes) président.es des universités qui vont accueillir les CMU.



Formation des Président.e.s des Universités Tunisiennes en techniques de communication et prise de parole en public

2-6 Déc	Formation du personnel des Centres de Médiation Universitaire en médiation et résolution de conflit (2 groupes de 25 personnes)	38 participants dont 55% femmes
15-17 Déc	Formation en communication des membres de cellules de médiation	31 participants dont 17 femmes
22-24 déc.	Formation aux techniques de communication et prise de parole en public aux profits des présidents des Universités tunisiennes	14 participants dont 4 femmes

❖ **Output 2.2 Les initiatives de la société civile en matière de prévention de la violence et de promotion du dialogue sont appuyées.**

Indicateurs	Données de référence	Résultats à la date du rapport
2.2.1 # d'OSC opérant dans le domaine de la cohésion sociale professionnalisées à travers un accompagnement technique et un appui financier	2.2.1 (0) OSC opérant dans le domaine de la cohésion sociale professionnalisées à travers un accompagnement technique et un appui financier	2.2.1 (60) initiatives de la société civile visant à renforcer la cohésion sociale et la PEV sont appuyées
2.2.2 # de jeunes impliqués dans le dialogue sur le diagnostic et les recommandations pour la prévention de l'extrémisme violent et dans le renforcement de la cohésion sociale	2.2.2 (0) de jeunes impliqués dans le dialogue sur le diagnostic et les recommandations pour la prévention de l'extrémisme violent et dans le renforcement de la cohésion sociale	2.2.2 (100) jeunes femmes impliquées dans le dialogue sur le diagnostic et les recommandations pour la prévention de l'extrémisme violent (6802) jeunes impliqués dans le dialogue sur le diagnostic et les recommandations pour la prévention de l'extrémisme violent : 6602 dans le cadre des activités des associations partenaires et 200 personnes dans le cadre du forum de partenariat avec la société civile (46) jeunes impliqués dans la promotion et la mise en oeuvre des ODD

2.2.1. Appui aux initiatives de la société civile pour la promotion du dialogue, la lutte contre la violence et la cohésion sociale

En parallèle à l'accompagnement technique et le renforcement des capacités des OSC en vue de leur professionnalisation et de leur autonomisation. Le projet a permis d'appuyer financièrement 60 initiatives locales de la société civile visant le renforcement de la cohésion sociale à travers la PEV et la promotion du dialogue. A ce titre, trois appels à propositions ont pu être menés entre 2016 et 2019. Ils avaient pour point commun de cibler particulièrement les jeunes issus des régions et zones défavorisées et de veiller à leur inclusion.

- 40 initiatives visant le renforcement de la cohésion sociale et la prévention de l'extrémisme violent auprès des jeunes

Les initiatives ont permis d'intervenir auprès des catégories vulnérables parmi lesquelles les jeunes issus des milieux défavorisés ou marginalisés dans les régions intérieures, pour les sensibiliser aux les méfaits de la violence et pour mettre en œuvre des moyens de réduction des risques et des facteurs de conflit. En s'appuyant sur les vecteurs de l'éducation et du dialogue, les initiatives soutenues par le projet ont contribué à la prévention de la radicalisation violente, à travers des partenariats avec les institutions publiques et les établissements scolaires de l'intérieur du pays, et par le biais de coalitions multipartites qui incluent des jeunes, des imams et des éducateurs spécialisés.



De nombreuses organisations de la société civile ont adopté des approches artistiques et créatives afin de lutter contre l'extrémisme violent et appuyer la cohésion sociale.

Ces OSC ont proposé notamment des cours de théâtre et de musique aux jeunes. L'objectif étant de leur donner de nouvelles perspectives d'insertion sociale. Durant les différentes activités proposées, les jeunes se sont exercés à confronter leurs avis et idées et à accepter les points de vue différents. A travers le recours à l'art, les

projets des OSC ont permis d'offrir aux jeunes la possibilité d'exprimer leurs opinions, leurs sentiments et leurs difficultés sur des questions de société et du quotidien.

Ces initiatives ont permis de toucher plus de 6602 personnes (dont près de 2795 femmes) dans plusieurs régions de la Tunisie (Beja, Jendouba, Tunis, Sfax, Gafsa, Kasserine, Kef, Médenine, Kairouan, Bizerte, etc...)

Objectifs initiatives

- ☐ Promouvoir les valeurs de tolérance et de la citoyenneté
- ☐ Promouvoir les voies de participation et d'intégration auprès des jeunes à travers des espaces de dialogue
- ☐ Promouvoir les discours alternatifs à la violence extrémiste en vue de prévenir la radicalisation des individus

des



Types d'actions

- ☐ Mise en œuvre et facilitation d'espaces de dialogue, de débat et de réflexion
- ☐ Activités de promotion de la citoyenneté à travers la participation des jeunes dans les processus de prise de décision
- ☐ Mise en place d'activités de sensibilisation sur les méfaits de la violence comme moyen de prévention de la radicalisation des jeunes

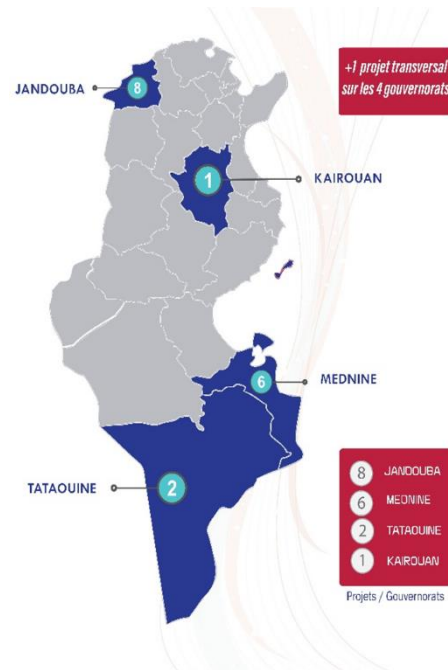
Présentation et répartition géographique des 40 initiatives de la société civile visant le renforcement de la cohésion sociale

- **20 initiatives visant à renforcer le rôle des femmes vivant en milieu rural dans la prévention de l'extrémisme violent.**

L'objectif de cette intervention était l'impulsion, auprès de l'acteur clé que sont les femmes, d'une capacité de neutralisation des facteurs favorisant l'expansion de l'extrémisme violent afin de renforcer la résilience des communautés vivant en milieu rural face à ce phénomène.

Ces initiatives ont été déployées dans cinq gouvernorats prioritaires précisément à Sejnane (Bizerte), les zones montagneuses et frontalières du Nord-Ouest à Jendouba, Kairouan au Centre, ainsi que les localités de la frontière tuniso-libyenne du sud-est (Médenine et Tataouine).

Outre la mise en œuvre d'initiatives pilotes qui combinent la dimension économique et la dimension sociale pour apporter une réponse transversale aux causes profondes de l'extrémisme violent, l'objectif de cette intervention était d'agir sur les facteurs de vulnérabilité propres à chaque zone d'intervention et de capitaliser sur le potentiel de résilience offert par chacune des localités visées.



Les femmes bénéficiaires sont, en outre, mises en réseau avec les autres acteurs clés de chaque localité, leur savoir-faire ancestral et les caractéristiques culturelles et environnementales de leurs régions sont mises à profit de leur autonomisation économiques dans le cadre d'initiatives d'économie sociale et solidaire.

L'appel en chiffres :

05 régions cibles couvertes : 8 initiatives à Jendouba, 6 à Médenine, 2 à Tataouine, 2 à Bizerte et 1 à Kairouan. 1 projet nationale et transversal

394 730 TND octroyés;

19 projets sur 06 mois et 01 projet sur 09 mois ;

1548 femmes vivant en milieu rural engagées dans le dialogue sur les enjeux de la PEV

883 femmes formées sur les techniques de dialogue pour la PEV et mises en réseau avec les acteurs locaux

889 femmes formées en entrepreneuriat, montage de projet, compétence de vie, formations certifiantes (apiculture, élevage ovin, extraction des huiles, broderie etc.) donnant droit aux micro crédits publics

491 femmes bénéficiaires des AGR

15 Groupement de Développement Agricole (GDA) ou SMSA (société mutuelle de services agricoles) créés (mécanismes de durabilité)

17 foires et expo de commercialisation organisés

43 mini-projets appuyés (fourniture de matière première, et équipement)



Expo-vente collective des associations féminines de Djerba des produits de terroir à l'issue du projet d'appui à la contribution des femmes à la résilience communautaire face à l'extrémisme violent

2.2.2. Organisation d'une campagne de sensibilisation des jeunes sur la lutte contre la violence en partenariat avec les OSC



La campagne a été organisée entre décembre 2016 et Janvier 2017. Son objectif était d'impliquer les jeunes dans le débat public et de les inciter au dialogue et à la réflexion sur les enjeux liés à la cohésion sociale et plus précisément à la prévention de l'extrémisme violent.

Pour ce faire, l'idée était de s'appuyer sur les acteurs de la société civile issus du même milieu et jouissant de la crédibilité et de la confiance des jeunes au niveau local. Le but étant d'engager un échange inclusif sur les attentes de jeunes aux profils très divers, en leur offrant des plateformes d'expression et de discussion ainsi qu'un cadre de réflexion et de récit d'expériences.



et de points d'entrée pour la prévention de l'extrémisme violent.

Les thématiques abordées dans ces cercles étaient diverses et traitaient de la perception des jeunes d'eux-mêmes, de leur rapport à la société et à l'état, de la compréhension du phénomène extrémiste et des processus de radicalisation, Ils ont été accompagnés par des facilitateurs dans le développement de propositions

La campagne a pris la forme d'une série de cercles de débats organisés par un réseau de 32 OSC partenaires intervenant au niveau local. Chaque OSC a organisé un cercle de débats dans sa localité réunissant 20 jeunes aux profils variés.

La matière collectée lors de ces cercles de débat a servi de base à la réalisation d'une étude empirique sur l'EV tel qu'appréhendé par les jeunes.

La campagne en Chiffres



IV- Leçons apprises et défis de mise en œuvre

- Le caractère hautement délicat et inédit des thématiques liées à la violence politiques et à l'extrémisme violent a imposé au projet de mettre en place des mesures d'accompagnement technique spécifique et un suivi rapproché auprès des OSC et des publics cibles peu familiarisés avec ces sujets. Ces mesures ont permis un apprentissage progressif et une familiarisation graduelle avec ce domaine d'intervention.
- L'évaluation des projets soumis par les OSC lors des appels à propositions a mis en évidence des problèmes de fond, liés notamment à la faible professionnalisation des OSC. Le PNUD a procédé à un allègement et une simplification du formulaire de candidature de l'appel à propositions. Par ailleurs, le dispositif de suivi des OSC a été renforcé, afin de permettre un accompagnement plus rapproché et plus personnalisé. Des réunions bilatérales de cadrage entre l'équipe du projet et les OSC partenaires ont permis d'affiner les plans d'action, de revoir le budget et de définir des approches plus innovantes en matière de vulgarisation et de promotion de la gouvernance locale dans les régions cibles. Des ateliers de travail ont été organisés pour vulgariser les notions clés liées aux thématiques de cohésion sociale et de prévention de la violence.
- La coopération horizontale (OSC/OSC) et l'apprentissage par les pairs constituent un moyen efficace de renforcement de capacité et de transfert de compétences.
- L'appui en amont aux OSC (lors des phases initiales de montage et planification des projets) est une garantie importante d'une mise en œuvre optimale des initiatives.
- L'approche de proximité et l'intervention à un niveau local au plus près des populations (plus concrète, qui mobilise les potentialités de résilience endogènes) permet de mettre en œuvre des activités territorialisées qui répondent à des besoins spécifiques. Cela réduit les risques de stigmatisation et accroît l'efficacité.
- L'intervention du projet auprès des femmes vivant en milieu rural a révélé l'impact positif de la combinaison entre renforcement des soft Skills compétences et de vie d'une part et autonomisation économique d'autre part afin de renforcer leur engagement communautaire.

Leur mise en réseau s'est révélée particulièrement pertinente afin de leur permettre de mutualiser leur moyen et de dépasser leur isolement géographique. Le désenclavement des zones rurales par la promotion du réseautage informel des femmes est un vecteur important de renforcement de la résilience de ces régions vulnérables.

- La promotion d'initiatives associatives locales ayant pour objet des activités artistiques et culturelles en tant que vecteur de prévention de l'extrémisme violent a facilité l'intégration des jeunes, leur participation et leur inclusion permettant de toucher et de sensibiliser ce public sur les méfaits de la violence.
- La pérennisation des résultats et leur durabilité ont constitué un souci majeur du projet auquel une grande attention a été accordée. Cela a été assuré à travers différentes activités dont notamment :
 - La documentation et consignation sous forme d'études, répertoire en ligne, rapports, guides...des bonnes pratiques et leçons apprises et formation qui ont été développés lors des activités.
 - Le développement d'une expertise nationale en matière de facilitation du dialogue et la formation de formateur afin de générer un effet de cascade et de permettre à la capacité nationale de continuer à se développer et à se perpétuer.
 - La mise à l'échelle des approches développées à travers l'engagement de nouveaux partenariats institutionnels.

V- Suivi-évaluation

Il s'agit du rapport final du projet qui couvre la période entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2019.

Des rapports annuels et semestriels ont déjà été soumis

Conformément au MOU et aux procédures du PNUD, une évaluation indépendante du projet a été faite lors du troisième trimestre 2019 (évidences #15)

VI- Evidences

Evidence #	Type	Titre	Date	Auteur
1	Rapport	Rapport de progrès 2015-2016	2016	PNUD
2	Rapport	Rapport annuel 2016	2017	PNUD
3	Rapport	Rapport annuel 2017	2018	PNUD
4	Rapport	Rapport annuel 2018	2019	PNUD
5	Rapport	Rapport annuel 2019	2020	PNUD

4	Article	Lancement du projet « L'université espace de dialogue et de cohésion » https://www.businessnews.com.tn/lancement-du-projet--luniversite-espace-de-dialogue-et-de-cohesion-sociale,520,86132,3	Mars 2019	Buisines News
5	Article	Lancement des centres de médiation Universitaires (en arabe) http://www.assabahnews.tn/article/227649/%D9%88%D8%B2%D8%A7%D8%B1%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%B9%D9%84%D9%8A%D9%85-%D8%A7%D9%86%D8%B7%D9%84%D8%A7%D9%82-%D8%A8%D8%B1%D9%86%D8%A7%D9%85%D8%AC-%D9%85%D8%B1%D8%A7%D9%83%D8%B2-%D8%A7%D9%84%D9%88%D8%B3%D8%A7%D8%B7%D8%A9-%D9%88%D8%A5%D8%AF%D8%A7%D8%B1%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%86%D8%B2%D8%A7%D8%B9%D8%A7%D8%AA-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D9%88%D8%B3%D8%B7-%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%A7%D9%85%D8%B9%D9%8A	Novembre 2019	Essabeh News
6	Interview	Interview (en arabe) de Driss Seyeh porte-parole du MESRS sur le lancement des CMU https://www.radioexpressfm.com/ar/%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1/%D8%A5%D8%AF%D8%B1%D9%8A%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D8%A7%D9%8A%D8%AD-%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%A7%D9%85%D8%B9%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%88%D9%86%D8%B3%D9%8A%D8%A9-%D8%B3%D8%AA%D8%B4%D9%87%D8%AF-%D8%A5/	Décembre 2019	Radio Express Fm
7	Draft rapport	Recueil de bonnes pratiques et leçons apprises de la société civile	Septembre 2019	Consultants
8	Draft rapport	Etude sur les dynamiques d'instabilité dans les localités d'implantation des CLS	Septembre 2019	Consultants
9	Draft rapport	Etude empirique sur l'EV tel que vu et appréhendé par les jeunes	Juillet 2019	Consultants
10	Draft Rapport	Etude et cartographie des potentialités de résilience communautaire face à l'EV	Décembre 2019	Consultants

11	Rapport	Compte rendu de l'atelier de mise en réseau des femmes leaders	Octobre 2019	Equipe projet
12	Charte	Charte du réseau des femmes leaders pour la PEV en milieu rural	Octobre 2019	Consultantes /femmes leaders
13	Rapport	Compte rendu de la formation des femmes leaders en dialogue communautaire avec les jeunes pour la PEV	Décembre 2019	Consultantes
14	Vision stratégique	Vision stratégique du MESRS pour le renforcement de la cohésion dans l'espace universitaire	Mars 2019	MESRS/PNU D
15	Rapport	Rapport d'évaluation indépendante du projet Tamkeen	Juillet 2019	Cabinet HCV
16	Compte rendu	Compte rendu de la formation en technique de communication et prise de parole en public à destination des acteurs de l'Université	Décembre 2019	Consultants
17	Compte rendu	Compte rendu de la formation en gestion des conflits et mise en réseau du personnel politique représentant les jeunes et les femmes dans les partis politiques	Décembre 2016	Consultants

VII- Rapport financier

L'utilisation des ressources et le niveau de décaissements par activité au 31/03/20 sont détaillés comme suit (en USD) :

Tableau 1 - Dépenses cumulées au 31 mars 2020 – Sommaire par donateur (en USD)

Bailleur	Contribution engagée	Contribution reçue	Dépenses						Solde	%
			2016	2017	2018	2019	2020	Total cumulé		
Norvège	2 000 000,00	2 023 509,97	534 981,73	502 634,64	502 778,56	472 544,94	9 300,60*	2 022 240,47	1 269,50	99,94%
Suisse	194 388,00	194 387,51	0	0	168 415,78	25 971,73	-	194 387,51	0,00	100%
PNUD (TRAC)	149 011,98	149 011,98	52 680,77	35 459,04	-28 398,53	96 830,70	-7 560,00	149 011,98	0,00	100%
TOTAL	2 343 399,98	2 366 909,46	587 662,50	538 093,68	642 795,81	595 347,37	1 740,60	2 365 639,96	1 269,50	99,95%

Tableau 2 - Dépenses cumulées au 31 mars 2020 – Sommaire par Activité Atlas (en USD)


Bailleur	Contribution reçue	Dépenses							Total	Solde	%
		A1**	A2	A3**	A4**	A5	A6	A7			
Norvège	2 023 509,97	37 220,12	-	993,48	319,22	1 026 840,55	904 710,14	52 156,96	2 022 240,47	1 269,50	99,94%
Suisse	194 387,51	0	0	0	788,96	193 493,97	104,58	0	194 387,51	0,00	100%
PNUD (TRAC)	149 011,98	0	0	0	0	43 424,48	56 610,83	48 976,67	149 011,98	0,00	100%
TOTAL	2 366 909,46	37 220,12	0,00	993,48	1 108,18	1 263 759,00	961 425,55	101 133,63	2 365 639,96	1 269,50	99,95%


* Les dépenses de 2020 sont relatives à la régularisation de dépenses avancées sur les fonds TRAC en 2019 (régularisation du déficit de 7 560 USD) et au transfert des assets du projet pour les besoin de la clôture du projet

** Les dépenses suivantes sont relatives aux DPC (Direct project Cost)

jake

VIII- Signatures

Pour le partenaire de mise en œuvre	
Nom : Mohamed El Mounir	Titre : Conseiller Technique Principal
	
Signature :	Date :

Pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	
Nom : Alissar Chaker	Titre : Représentante Résidente Adjointe
	
Signature :	Date :

IX - Annexes

- Plan de travail annuel
- Document de projet
- Evidences mentionnées dans la section “Evidence”

OE

